



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Vendredi 17 novembre 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
16 novembre 2023
n° 39 / 8016^e
pages 2001 à 2040

CHRONIQUE / Internet

La loi sur les influenceurs :
prémices d'un encadrement bienvenu

> Claire Leveneur

2013

ÉDITORIAL

2001 « Socrate est un chat ». Le juge-automate et le ministre-exaspéré, *Franck Laffaille*

ACTUALITÉS

- 2004 Prêt (obligation de mise en garde) : prêt remboursable *in fine*
- 2005 Cession des droits sociaux (évaluation) : conventionnalité de l'expertise
- 2006 Société (abus de majorité) : décision prise à l'unanimité
- 2006 Autorité des marchés financiers (sanctions) : respect de l'égalité des armes
- 2007 Commerce électronique (restrictions) : marge de manœuvre des États membres
- 2007 Apologie du terrorisme (compétence) : propos diffusés par internet
- 2010 Astreinte provisoire (liquidation) : contrôle de proportionnalité

POINT DE VUE

2011 La mort de l'auteur, *Julie Groffe-Charrier*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 2018 **Panorama** : Droit des transports, *Hugues Kenfack*
- 2024 **Notes** : Le pseudo-associé et la cascade des nullités, *note sous Com. 11 oct. 2023, Bruno Dondero*
- 2031 Précisions sur les obligations d'information, de conseil et de mise en garde des prestataires de services d'investissement en matière de contrat d'assurance vie, *note sous Com. 21 juin 2023 (3 arrêts), N. Kansu Okay*
- 2036 Uber condamné pour concurrence déloyale : la cour d'appel de Paris indemnise les chauffeurs de taxi, *note sous Paris, 4 oct. 2023, Walid Chaiehloud*

ENTRETIEN

2040 Louis le Foyer de Costil – La lutte contre le harcèlement scolaire

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse*



322339



Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNARANT, NICOLAS DISSAUX,

BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MÉRLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEJOURS

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

- RÉDACTION

Maëlle HARSOUËT DE KERAVAL (0140645379)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140645481)

Katy PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 0183101010

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 0140922024 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Novembre 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille

2001

« Socrate est un chat ».
Le juge-automate
et le ministre-exaspéré



ACTUALITÉS

2004

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Prêt (obligation de mise en garde):

prêt remboursable *in fine*, Com. 8 nov. 2023

Consommation

Clause abusive (prêt): procédure d'échéance

anticipée, C.JUE 9 nov. 2023

Entreprise en difficulté

Restitution (action): créance garantie par un

cautionnement, Com. 8 nov. 2023

Garantie des salaires (cession d'entreprise):

indemnité de congés payés, Soc. 8 nov. 2023

Société et marché financier

Cession des droits sociaux (évaluation):

conventionnalité de l'expertise,

Com. 8 nov. 2023

Commissaire à la transformation: prescription

de l'action en responsabilité, Com. 8 nov. 2023

Société (abus de majorité): décision prise à

l'unanimité, Com. 8 nov. 2023

Autorité des marchés financiers (sanctions):

respect de l'égalité des armes,

Com. 8 nov. 2023

2006

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Assurance (mutuelle): notification en cas de

modification des garanties, Civ. 2^e, 9 nov. 2023

2007

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Commerce électronique (restrictions):

marge de manœuvre des États membres,

C.JUE 9 nov. 2023

2007

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Presse et communication

Apologie du terrorisme (compétence):

propos diffusés par internet,

Crim. 7 nov. 2023

Procédure pénale

Stupéfiants (procédure de saisie):

constitutionnalité du régime,

Cons. const. 10 nov. 2023

2008

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement (économique): périmètre de

l'obligation de reclassement, Soc. 8 nov. 2023

Salarié protégé (licenciement): résiliation

judiciaire aux torts de l'employeur,

Soc. 8 nov. 2023

Élections professionnelles (collèges électoraux):

répartition des sièges, Soc. 8 nov. 2023

2009

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (demande nouvelle): office du juge,

Civ. 2^e, 9 nov. 2023

Appel civil (demande nouvelle):

paiement des honoraires d'avocat,

Civ. 2^e, 9 nov. 2023

Voie d'exécution

Astreinte provisoire (liquidation): principe

du contrôle de proportionnalité,

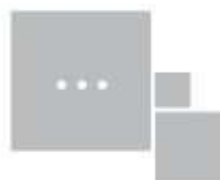
Civ. 2^e, 9 nov. 2023

Astreinte provisoire (liquidation):

mise en œuvre du contrôle

de proportionnalité,

Civ. 2^e, 9 nov. 2023



POINT DE VUE

2011

La mort de l'auteur
par Julie Groffe-Charrier



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

2013

La loi sur les influenceurs:
prémices d'un encadrement bienvenu
par Claire Leveueur

PANORAMA

2018

Droit des transports
septembre 2022 – août 2023
par Hugues Kenfack

NOTES

2024

Le pseudo-associé et la cascade des nullités,
note sous *Com.* 11 oct. 2023
par Bruno Dondero

2031

Précisions sur les obligations d'information, de conseil
et de mise en garde des prestataires de services
d'investissement en matière de contrat d'assurance vie,
note sous *Com.* 21 juin 2023 (3 arrêts)
par N. Kansu Okyay

2036

Uber condamné pour concurrence déloyale:
la cour d'appel de Paris indemnise les chauffeurs de taxi,
note sous *Paris*, 4 oct. 2023
par Walid Chaiehloudj



ENTRETIEN

2040

Louis le Foyer de Costil
La lutte contre le harcèlement scolaire

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

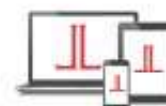
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et IOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr**



QUESTION PRATIQUE

LUTTE CONTRE L'AMBUSH MARKETING : QUELS OUTILS JURIDIQUES ?

Focus sur une stratégie publicitaire
hors partenariat officiel

24


www.efl.fr


À LA UNE

Sociétés - Les stock-options attribuées à un époux marié sous la communauté légale sont des biens propres

4

Biens de l'entreprise - La mauvaise foi du bailleur commercial n'empêche pas l'acquisition de la clause résolutoire

13

Concurrence - Pratiques commerciales abusives : les tribunaux spécialisés ont une compétence d'attribution exclusive

15

Consommation - Le sentiment de satisfaction du consommateur peut être un élément de la garantie commerciale

19

Lefebvre Dalloz

 EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Attribution de stock-options à un époux marié sous le régime de la communauté légale
- 4 - Action sociale ut singuli exercée par la société de gestion d'un FCP associé
- 5 - Mise en réserve de bénéfices constitutive d'un abus de majorité
- 6 - Révocation abusive d'un dirigeant
- 6 - Préjudice personnel d'un associé
- 7 - Société de commissaires aux comptes pluripersonnelle devenant unipersonnelle
- 7 - Fusion transfrontalière soumise au régime simplifié

Entreprise en difficulté

- 8 - Nullité d'un contrat conclu en période suspecte

Contrats

- 9 - Clause excluant la garantie des vices cachés
- 10 - Résolution d'un contrat par voie de notification
- 10 - Effets de la cession de fonds de commerce
- 11 - Application des usages professionnels
- 12 - Information précontractuelle du franchisé

Biens de l'entreprise

- 13 - Acquisition de la clause résolutoire d'un bail commercial
- 13 - Covid-19 : conditions de report de la clause résolutoire du bail
- 14 - Fonds à l'origine d'un effondrement : quel recours pour son voisin ?

Concurrence

- 15 - Tribunaux spécialisés en cas d'action pour pratique commerciale abusive
- 16 - Autorisations d'exploitation commerciale

- 17 - Urbanisme commercial : regroupements de surfaces de vente

- 18 - Appréciation du délai de préavis en cas de rupture de relation établie

Consommation

- 19 - Contrat avec un consommateur : notion de « garantie commerciale »

- 19 - Offre de crédit à la consommation

Et aussi...

- 21 - Surface maximale des affiches et enseignes

Commentaire

- 22 - Registre national des entreprises : un décret apporte des précisions

Veilles

- 29 - Veille législative

- 30 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



24

**LUTTE CONTRE
L'AMBUSH MARKETING :
QUELS OUTILS JURIDIQUES ?**

REVUE LAMY

Droit des Affaires

La responsabilité pénale des personnes morales : rétrospective de ces trente dernières années

Haritini MATSOPOULOU, Emmanuel DAOUD, Valentin RIGAMONTI, Laurent SAENKO et Marie-Christine SORDINO

- Les nouvelles obligations en matière de lutte contre le travail forcé pour les opérateurs européens : une approche comparée au regard du droit américain
Adèle BOURGIN, Nicolas BURNICHON
- Droit pénal des affaires : un an de jurisprudence
Emmanuel DAOUD
- L'impossible cession des parts sociales par l'associé retrayant
Deen GIBIRILA

197 | MENSUEL
NOVEMBRE 2023

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Anouk Jaunasse

Rédactrice en chef adjointe :

Joséphine de Romanet

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémy BERLEMONT, Lionel COSTES, Victoria MAURIÉS, Rolanda ONDO et Brintha SELVACHANDRAN

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 60,42 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Sommaire

FOCUS P.4

- **PLF 2024 : les mesures fiscales pour les entreprises**
Morgane MAYEUX, Inès MARQUES-GOMES

LES ESSENTIELS DU MOIS P.7

ÉCLAIRAGE P.16

- **Les nouvelles obligations en matière de lutte contre le travail forcé pour les opérateurs européens : une approche comparée au regard du droit américain**
Adèle BOURGIN, Nicolas BURNICHON

DOSSIER P. 23

- **LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PERSONNES MORALES : RÉTROSPECTIVE DE CES TRENTE DERNIÈRES ANNÉES**
Fusion-absorption et conditions de la responsabilité pénale de la société absorbante du fait de la société absorbée : quand le possible devient nécessaire **P. 25**
Laurent SAENKO
La montée en puissance de la fraude à la loi en droit pénal des fusions-absorptions **P. 30**
Marie-Christine SORDINO
Cumul des responsabilités et identification de la personne (organe ou représentant) pouvant engager la responsabilité pénale de la personne morale **P. 35**
Emmanuel DAOUD et Valentin RIGAMONTI

CHRONIQUE P. 40


- **Droit pénal des affaires : un an de jurisprudence**
Emmanuel DAOUD

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 49

- **L'impossible cession des parts sociales par l'associé retrayant**
Deen GIBIRILA

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

Actualité des procédures collectives, n° 18 du 10 novembre 2023

Sommaire du numéro

Repère

RÉPARTITIONS

Répartitions : l'omission d'un créancier sur l'état de collocation constitue une erreur réparable

N° 231 - Par Valérie LELOUP-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

Alertes

PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | ACCORD DE CONCILIATION

À propos de la portée de la caducité de l'accord de conciliation consécutive à l'ouverture d'une procédure collective

N° 232 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONDITIONS D'OUVERTURE

Les juges peuvent-ils s'affranchir d'appliquer les règles contenues aux articles L. 681-1 et suivants du Code de commerce ?

N° 233 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

Caractérisation du redressement manifestement impossible

N° 234

[Consulter le PDF](#)

Liquidation judiciaire d'une entreprise d'assurance : loi applicable à l'instance en cours et loi applicable à la déclaration de créance

N° 235 - Par Véronique LEGRAND

[Consulter le PDF](#)

Irrecevabilité de la demande reconventionnelle de paiement d'une créance antérieure

N° 236

[Consulter le PDF](#)

Absence d'instance en cours : sort de la victime d'un dommage

N° 237

[Consulter le PDF](#)

Instance en cours : le juge doit relever au besoin d'office l'interruption des poursuites individuelles

N° 238

[Consulter le PDF](#)

Inexécution du jugement assorti de l'exécution provisoire : sort de la demande de radiation du rôle de la cour d'appel en cas d'ouverture d'une procédure collective

N° 239

[Consulter le PDF](#)

De la durée de la suspension des poursuites

N° 240

[Consulter le PDF](#)

Résidence principale : qui doit prouver ?

N° 241

[Consulter le PDF](#)

Recevabilité de l'action en répétition de l'indu exercée par le liquidateur en cas d'omission sur l'état de collocation d'un créancier de meilleur rang

N° 242

[Consulter le PDF](#)

Clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif : sort des sommes restées consignées entre les mains d'un notaire

N° 243

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

Contrats Concurrence Consommation, n° 11 du 01 novembre 2023

Sommaire du numéro

Repère

DARK PATTERNS

« Non merci, je n'aime pas les bons plans »

N° 10 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | CAUTIONNEMENT

La qualification du terme extinctif du cautionnement : primauté à la volonté expresse des parties

N° 38 - Par Aurélie DARDENNE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT DE LA CONCURRENCE

Le règlement d'exemption par catégorie en faveur des consortiums de transport maritime de ligne ne sera pas prorogé

N° 39

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AIDE DE MINIMIS

Aides d'État dans le secteur de la pêche : le règlement « de minimis » est publié

N° 40

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT DE LA CONCURRENCE

Pénalités logistiques : la DGCCRF actualise ses lignes directrices

N° 41

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DE TEXTES | CONSOMMATION

Du 31 août au 30 septembre 2023

N° 42

[Consulter le PDF](#)

Étude



DGCCRF

DGCCRF - professionnels - consommateurs : pratique de la police administrative de la consommation

N° 9 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE

Brumeuse et inutile proportionnalité...

N° 164 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

Garantie des vices cachés : une motivation enrichie... qui affaiblit !

N° 165 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | VENTE

Faute de l'agent immobilier ayant contribué à l'annulation pour dol de la vente d'une habitation légère de loisir en vue d'un usage de résidence de tourisme : condamnation à garantir la restitution du prix et à indemniser l'acheteur de la perte des loyers escomptés

N° 166

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Erreur sur la rentabilité

N° 167 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Absence d'application aux contrats en cours des dispositions de l'article L. 341-2 du Code de commerce

N° 168 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | OBLIGATION DE NON-CONCURRENCE DE PLEIN DROIT DE L'ASSOCIÉ

Ni obligation de non-concurrence ni obligation d'information de plein droit à la charge de l'associé d'une société par actions simplifiée

N° 169 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES

ÉTABLIES

Rupture brutale : poursuite de la relation commerciale

N° 170 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

Rupture brutale : précarité

N° 171 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉNIGREMENT

Frontière entre le dénigrement et la diffamation

N° 172 - Par Hélène AUBRY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ACTIONS PRIVÉES

Effectivité de la réparation et preuve de la répercussion des surcoûts

N° 173 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ACTIONS PRIVÉES

Affaire Google Shopping : place aux recours indemnitaires !

N° 174 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Sanction d'une pratique de géoblocage dans le secteur des jeux vidéo

N° 175 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS

Nouvelle interdiction d'une concentration par la Commission européenne, dans le secteur du numérique

N° 176 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | LOCATION MEUBLÉE DE TOURISME

L'amende civile pour défaut d'information de la commune ne sanctionne que les personnes ayant déclaré le logement comme leur résidence principale

N° 177 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | VOYAGE À FORFAIT

Office du juge et résiliation sans frais d'un voyage à forfait pour circonstances exceptionnelles

N° 178 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRATIQUES COMMERCIALES DÉLOYALES

Pratiques commerciales déloyales

N° 179 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | PRÊT INDEXÉ SUR LE TAUX DE CHANGE EN FRANC SUISSE

Clauses abusives

N° 180 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Formule




CONTRAT

MARD et contrat de construction : l'extension de la portée d'une clause de conciliation

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

Droit des sociétés, n° 11 du 01 novembre 2023

Sommaire du numéro

Repère

SOCIÉTÉS COTÉES

Urgence climatique et urgence législative font-elles bon ménage ?

N° 10 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | CODE EUROPÉEN DES AFFAIRES

La première version de l'avant-projet de Code européen des affaires est divulguée

N° 67

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Annulation des assemblées générales d'une SARL après cessions de parts sociales

N° 68 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CAPACITÉ JURIDIQUE

Capacité d'agir en justice d'une société dissoute : application de la théorie de la survie de la personnalité morale

N° 69 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Procédure d'insolvabilité : détermination de la compétence territoriale en cas d'extension de procédure pour confusion de patrimoines

N° 70

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTION EN CONSTATATION DE L'ACQUISITION DE LA CLAUSE RÉSOLUTOIRE INTERVENUE AVANT LE JUGEMENT D'OUVERTURE

Recevabilité de l'action en constatation de l'acquisition de la clause résolutoire intervenue avant le jugement d'ouverture

N° 71

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIRIGEANT SOCIAL

Insuffisance d'actif caractérisée : application du principe de proportionnalité pour déterminer la sanction patrimoniale du gérant

N° 72

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SCI

Dissolution anticipée de la SCI : défaut de pouvoir du liquidateur amiable pour représenter la société après la clôture de la liquidation

N° 73

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AEMF

LESMA dévoile son programme pour 2024

N° 74

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

Marchés financiers : consultation de la Commission sur la publication d'informations sur la finance durable

N° 75

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIRECTIVE COMPTABLE

Directive comptable : vers un relèvement des seuils définissant la taille des entreprises pour tenir compte de l'inflation

N° 76 - Par Karine LESCURE

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SIMPLIFICATION DES RÈGLES FISCALES

Vers une simplification des règles fiscales et une réduction des coûts de mise en conformité pour les entreprises transfrontalières

N° 77

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RCS

Dispositions relatives au Registre national des entreprises et à certaines formalités qui leur sont applicables

N° 78

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RCS

Formalités légales au RCS : suppression du dépôt au format papier

N° 79

[Consulter le PDF](#)

Réforme du régime applicable aux opérations de fusion, scission et apport partiel d'actifs

N° 8 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

Dossier



RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Réforme de l'exercice en société des professions libérales réglementées : analyse article par article de l'ordonnance n° 2023-77 du 8 février 2023

N° 9 - Par Renaud MORTIER , Mathilde DUBOIS et Sabrina BOL

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Fiche 8. Sociétés d'exercice libéral : dispositions des professions de santé

N° 10

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Fiche 9. Sociétés d'exercice libéral : dispositions des professions juridiques et judiciaires

N° 11

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Fiche 10. Sociétés d'exercice libéral : dispositions des professions techniques et du cadre de vie

N° 12

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Fiche 11. Sociétés pluri-professionnelles d'exercice : dispositions communes

N° 13

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Fiche 12. Sociétés de participations financières de professions libérales : dispositions communes

N° 14

[Consulter le PDF](#)

RÉFORME DES PROFESSIONS LIBÉRALES RÉGLEMENTÉES

Fiche 13. Dispositions diverses

N° 15

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | PROROGATION DE SOCIÉTÉ

Prorogation par les associés d'une société expirée : au crépuscule s'éclipsent la bonne foi voire l'unanimité

N° 122 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Bad Leaver et clause pénale

N° 123 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTRES GROUPEMENTS

Précision utile quant à l'obligation à la dette des associés d'une SCCV

N° 124 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

[Pas de nullité des délibérations adoptées en l'absence de désignation d'un commissaire suppléant](#)

N° 125 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SA

[Déclaration de performance extra-financière : après l'électromobilité, le lien Nation-armée...](#)

N° 126 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | AMF

[Délimitation de la compétence internationale de l'AMF](#)

N° 127 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | DÉCLARATION DE CRÉANCE

[Auteur de la déclaration](#)

N° 128 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | FAILLITE PERSONNELLE

[Procédure](#)

N° 129 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | GIE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

[Action en contribution aux pertes](#)

N° 130 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

[Action publique et action civile en matière d'abus de biens sociaux](#)

N° 131 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ DE PERSONNES FISCALEMENT TRANSLUCIDE

[Imposition des associés d'une société de personnes fiscalement translucide au titre du résultat de cette dernière, en cas de cession par l'un d'eux de ses parts en cours d'exercice](#)

N° 132 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

[Assujettissement d'une société étrangère à l'impôt sur les sociétés au titre de licences de marques à des sociétés françaises](#)

N° 133 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 45 du 13 novembre 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Pologne : démocratie en sursis

N° 1262 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | PRISONS

« Bas les cagoules » pour les 20 ans des ERIS

N° 1263 - Par Élise COZIC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | REVIREMENT DE JURISPRUDENCE

Affaire des congés payés : l'abrogation judiciaire différée en question

N° 1264 - Par Arnaud MARTINON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Transaction : un effet relatif certes, mais une certaine opposabilité par les tiers

N° 1265 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Absence d'empêchement technique : l'énonciation des chefs de jugement critiqués peut figurer dans une annexe à la déclaration d'appel

N° 1266

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 26 octobre au 8 novembre 2023

N° 1267

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 octobre 2023

N° 1268

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

L'action manifestement irrecevable ou mal fondée exclut l'existence d'un motif légitime nécessaire à l'obtention d'une mesure d'instruction avant tout procès

N° 1269 - Par Gaëlle DEHARO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCE

Validité et application d'une clause d'exclusion de garantie pour tous dommages causés par l'amiante

N° 1270 - Par Béline WALTZ-TERACOL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROCÉDURES COLLECTIVES

Irrecevabilité du pourvoi contre la décision du président du tribunal accordant des délais de grâce au débiteur en conciliation

N° 1271

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SÛRETÉS

Déclaration de créance en procédure collective : interruption de la prescription à l'égard de la caution

N° 1272

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 26 octobre au 8 novembre 2023

N° 1273

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 octobre 2023

N° 1274

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le défaut de compliance constitue un risque de concurrence déloyale

N° 1275 - Par Fleur JOURDAN et Romain MAULIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement pour motif économique : caractérisation des difficultés économiques

N° 1276 - Par Gilles DEDESSUS-LE-MOUSTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 26 octobre au 8 novembre 2023

N° 1277

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 16 au 29 octobre 2023

N° 1278

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SÉCURITÉ INTÉRIEURE

[Nouvelles dispositions dans le cadre de la réorganisation de la police nationale](#)

N° 1279

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CNIL

[Procédure de sanction simplifiée : la CNIL prononce dix nouvelles sanctions](#)

N° 1280

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 26 octobre au 8 novembre 2023](#)

N° 1281

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P et a de la Cour de cassation et du conseil d'état du 16 au 29 octobre 2023](#)

N° 1282

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

[Protection de l'environnement](#)

N° 1283 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS

[Demande d'asile de dernière minute](#)

N° 1284 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | BANQUE

[Établissement financier et activité financière au regard des règles prudentielles](#)

N° 1285 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES

[RGPD et droit du patient à une copie des données de son traitement](#)

N° 1286 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

[Mise à jour des lignes directrices relatives à la procédure d'avis consultatif devant la Cour EDH](#)

N° 1287

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

[De nouvelles règles sur les documents hautement sensibles dans le règlement de la Cour EDH](#)

N° 1288

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

[Le CEPD présente ses recommandations sur le projet de règlement relatif à l'IA](#)

N° 1289

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | ASSISTANCE MÉDICALE À LA PROCRÉATION

[Procréation post mortem : un interdit fragilisé](#)

N° 1290 - Par Jean-René BINET

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROCÉDURES COLLECTIVES

Une procrastination du liquidateur judiciaire onéreuse

N° 1291 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | BAUX D'HABITATION

Conditions du transfert du bail des logements sociaux

N° 1292

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine

L'ÉTUDE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Nouvelle directive régissant les crédits à la consommation : les principales évolutions

N° 1293 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT DE LA FAMILLE

Droit de la famille

N° 1294 - Par Adeline GOUTTENOIRE , Michel FARGE , Yann FAVIER , Marie LAMARCHE et Muriel REBOURG

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

L'interdiction de port de signe distinctif gravée dans le règlement intérieur national des avocats

N° 1295

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Justice de proximité : la Cour des comptes dresse le bilan du plan de recrutement de contractuels

N° 1296

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS

Revalorisation des métiers du greffe

N° 1297

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | GREFFIERS DES TRIBUNAUX DE COMMERCE


Partenariat entre les greffiers des tribunaux de commerce et les experts-comptables

N° 1298

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques 

Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence 

Sources officielles 

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 46 du 16 novembre 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE

3 QUESTIONS - L'entreprise à l'épreuve du risque géopolitique

N° 963 - Par Bernard CAZENEUVE et Isabelle GROSSI

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Lutte contre les retards de paiement interentreprises : la DGCCRF plus que jamais mobilisée

N° 964

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit bancaire

N° 965

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Droit de la consommation

N° 966

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Évolution des salaires de base dans le secteur privé : résultats provisoires du 3e trimestre

2023

N° 967

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | BANQUE

[Paiements instantanés dans l'UE : accord en trilogue](#)

N° 968

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[Crédit-bail publié et cautionnement : le crédit-bailleur impayé doit demander la restitution de son bien pour ne pas perdre le bénéfice du cautionnement](#)

N° 969

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMERCE INTERNATIONAL

[OMC : lancement du nouveau portail des notifications concernant les licences d'importation](#)

N° 970

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[Garantie par l'AGS d'indemnités de congés payés en cas de transfert d'entreprise](#)

N° 971

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Refonte du label ISR : Bercy dévoile les grandes lignes du nouveau référentiel](#)

N° 972

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Offre publique : notion et délai de recours contre la décision de la commission des sanctions de l'AMF](#)

N° 973

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Data act : le Parlement européen valide le texte](#)

N° 974

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Accord au G7 sur des principes directeurs et sur un code de conduite en matière d'IA](#)

N° 975

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

[Lutte contre les contenus illicites sur Internet : le principe du « pays d'origine » au secours des plateformes de communication](#)

N° 976

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

[Les BOPI Marques et Indications géographiques sont accessibles sur DATA INPI](#)

N° 977

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[Crédit à la consommation : la nouvelle directive est publiée](#)

N° 978

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

[Appréciation du juge en matière de clause abusive d'un contrat de crédit à la consommation garanti par le logement familial](#)

N° 979

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

[Modification de certaines dispositions relatives à la surface des publicités, des enseignes et des préenseignes](#)

N° 980

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Reporting extra-financier 2023 : les sociétés cotées invitées à mettre en oeuvre les recommandations de l'ESMA](#)

N° 981

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Société : pas d'abus de majorité en cas de décision prise à l'unanimité](#)

N° 982

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Garantie de passif : élection de domicile](#)

N° 983

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Rapport d'expertise aux fins de fixation de la valeur de droits sociaux et office du juge](#)

N° 984

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Régime des stock-options en cas de dissolution du mariage](#)

N° 985

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONGÉS

[Les juges européens se prononcent sur la limitation dans le temps de la période de report des congés payés non pris](#)

N° 986

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Informations dues au salarié par l'employeur concernant les relations de travail et les postes à pourvoir](#)

N° 987

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Calcul de l'indemnité pour violation du statut protecteur lorsque la résiliation judiciaire produit les effets d'un licenciement nul pour défaut de réintégration](#)

N° 988

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Licenciement économique : confirmation du périmètre à prendre en considération pour l'exécution de l'obligation de reclassement](#)

N° 989

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ÉPARGNE SALARIALE

Le PEE ne peut être débloqué en plusieurs fois au départ à la retraite

N° 990

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | COMPTABILITÉ

Normes comptables internationales : modification de la norme IAS 12

N° 991

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Plafonds d'exonération de CFE applicables en 2024 dans les zones urbaines en difficulté

N° 992

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Les avis de CFE et/ou d'IFER 2023 sont en ligne

N° 993

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | NUMÉRIQUE

Engagement de plusieurs États, dont la France, et territoires à mettre en oeuvre le Cadre de déclaration des crypto-actifs

N° 994

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE

La responsabilité civile climatique de l'entreprise et des dirigeants : panorama 2023 en France et à l'étranger

N° 1321 - Par Matthieu BROCHIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

De l'efficacité de la mise en oeuvre d'une clause résolutoire avant le jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire

N° 1322 - Par Adeline CERATI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

De la loyauté de l'enquête et de la tentative de soumission d'un fournisseur qu'on ne pouvait pas soumettre

N° 1323 - Par Martine BEHAR-TOUCHAIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMANDE PUBLIQUE

La conciliation entre prérogatives légales des assureurs et prérogatives prétorienne des acheteurs publics titulaires de contrats administratifs

N° 1324 - Par François LICHÈRE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Bail commercial - Réparations locatives - Désordres excédant l'usure normale - Condamnation du preneur au paiement des réparations

N° 1325

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Bail commercial - Responsabilité des copropriétaires du fonds de commerce - Garde de la chose - Chute d'une participante à une soirée

N° 1326

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Droit de la propriété industrielle

N° 1327 - Par Nicolas BINCTIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle URSSAF : au cotisant d'apporter la preuve des manquements de l'URSSAF !

N° 1328 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

Pas de reconstitution du résultat de la société sans confusion !

N° 1329 - Par Régis VABRES

[Consulter le PDF](#)

À la une

La liberté de renégocier le contrat pour cause d'imprévision

étude par Ralph APAVOU

Dans les relations d'affaires, la liberté pour un cocontractant de solliciter la renégociation du contrat est en réalité relative, tant les incertitudes sont nombreuses. Quant à la liberté pour l'autre cocontractant de refuser la renégociation, elle est en demi-teinte car elle est susceptible d'être sanctionnée.



© joyfotoliakid_AdobeStock

Actualité

« L'utilisation d'une IA comme ChatGPT ne remplace pas le spécialiste ; elle complète l'expertise humaine »

entretien avec Alain BENSOUSSAN

Technique

Médiation et déontologie

par Romain CARAYOL

Jurisprudence

Requalification et juridiction de jugement : la circonstance aggravante de bande organisée est-elle vraiment une circonstance **si accessoire** ?

note par Djoheur ZEROUKI
sous Cass. crim., 6 sept. 2023

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Jehan-Denis BARBIER

Avocat au barreau de Paris, cabinet Barbier-Associés

• Charles-Édouard BRAULT

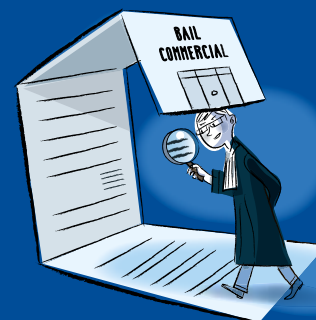
Avocat au barreau de Paris, cabinet Brault & Associés

• André JACQUIN

Avocat au barreau de Paris, cabinet Jacquin-Maruani Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Philippe-Hubert BRAULT, Sabine CHASTAGNIER, Patrick COLOMER, Rémy CONSEIL, Pierre GARBIT, Olivier JACQUIN, Julien LEYMARIE et Anthony ODILE



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

* Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 570,74 € TTC

Recueils + table seuls : 556,45 € TTC

Journal, recueil + table : 764,73 €

Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC

* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 645 €

Journal, recueil + table : 859 €

Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL456f7 ■ Futur bâtonnier de Lyon, Yves Hartemann renonce
à son poste 3

GPL456e0 ■ Justice de proximité : la Cour des comptes dresse un bilan
positif des recrutements de contractuels 5

GPL456b3 ■ « L'utilisation d'une IA comme ChatGPT ne remplace pas
le spécialiste ; elle complète l'expertise humaine »
entretien avec Alain BENSOUSSAN 7

Doctrine

GPL455l4 ■ La liberté de renégocier le contrat pour cause d'imprévision
étude par Ralph APAVOU 9

Technique

GPL456a8 ■ Médiation et déontologie
par Romain CARAYOL 13

Jurisprudence

GPL455n2 ■ Détermination du prix dans les contrats : la guerre
entre la règle (relativement) générale et les règles particulières
à certains contrats aura bien lieu !
note par Maxime CORMIER sous Cass. com., 20 sept. 2023 (2 arrêts) 16

GPL456e5 ■ Requalification et juridiction de jugement : la circonstance
aggravante de bande organisée est-elle vraiment une circonstance
si accessoire ?
note par Djoheur ZEROUKI sous Cass. crim., 6 sept. 2023 19

GPL455w3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 22

GPL455q9 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 25

GPL456e2 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne
des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 28

GPL455z1 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse
par François FOURMENT et Philippe PIOT <https://lext.so/GPL455z1> 

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX 29

Sous la responsabilité scientifique de
Jehan-Denis BARBIER, Charles-Édouard BRAULT et André JACQUIN



Le financement des biens publics mondiaux

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE 2023/3 (N° 151)

PAGES : 386


ÉDITEUR : Association Europe Finances Régulations



SUIVRE CETTE REVUE

SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

PRÉSENTATION

 This issue is available in English on [Cairn International](#)

Chercher dans ce numéro



LE FINANCEMENT DES BIENS PUBLICS MONDIAUX

Page 9 à 11

Avant-propos

Bertrand Badré



CONSULTER

 TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 13 à 23

Introduction

Bruno Cabrillac



CONSULTER

 TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 27 à 40

Replacer les biens publics mondiaux dans un contexte de polycrise

Charlotte Gardes-Landolfini



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 41 à 51

Communs et biens publics mondiaux

Gaël Giraud



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 53 à 65

Sens privé, sens commun ?

Jean-Michel Severino



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 67 à 79

Actionnaires, responsabilité sociale des entreprises et biens publics mondiaux

Catherine Casamatta, Sébastien Pouget



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 83 à 109

Le problème du « destructeur clandestin » et les biens publics mondiaux

Ruchir Agarwal, John-Arne Røttingen



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 111 à 128

Gestion des biens publics mondiaux et nouvelles formes de multilatéralisme

Julien Arthur, Fabio Grieco, Quentin Paul



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 129 à 142

Renforcer la résilience climatique et sanitaire mondiale : le rôle de la coopération économique multilatérale

Benedetta Guerzoni, Giorgia Mangani



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

DIVERSITÉ DES APPROCHES DE FINANCEMENT DES BIENS PUBLICS MONDIAUX

Page 145 à 156

Biens publics mondiaux et développement : l'indispensable convergence de deux écosystèmes d'acteurs du financement

Sébastien Treyer



RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 157 à 169

Quelles mesures pour le financement international du développement et des biens publics mondiaux ?



Thomas Melonio, Jean-David Naudet

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 171 à 186

Le financement des biens publics mondiaux par les banques multilatérales de développement



Pauline Fournel, Julien Velud

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 187 à 199

Des taxes affectées pour financer les biens publics mondiaux : pertinence et mise en œuvre



Vianney Dequiedt, Audrey-Anne de Ubeda, Grégoire Rota-Graziosi

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

LE CLIMAT, LES OCÉANS, LA STABILITÉ FINANCIÈRE : TROIS BIENS PUBLICS MONDIAUX « PURS », TROIS APPROCHES DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT

Page 203 à 224

Une gouvernance mondiale pour gérer le climat en tant que bien public



Mark Carney

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 225 à 237

Les financements climat entre ubiquité et exigüité : enjeux politiques de leur définition



Patrick Guillaumont, Sylviane Guillaumont Jeanneney

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 239 à 260

Fonds climatiques : l'heure du grand ménage a sonné



Philippe Le Houérou

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 261 à 275

Vers une économie mondiale durable : le rôle des banques multilatérales de développement dans le financement des biens publics mondiaux



Odile Renaud-Basso

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 277 à 289

La négociation de l'accord sur la biodiversité en haute mer (BBNJ) : dans la fabrique multilatérale de la gouvernance financière d'un bien commun



Tanguy Stehelin

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 291 à 303

Océan, bien public mondial : un enjeu pour l'humanité



Robert Calcagno

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 305 à 316

La stabilité financière comme bien public mondial



Hélène Rey

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

Page 317 à 326

Stabilité financière et monétaire internationale : un bien public en quête d'un cadre de gouvernance



Vera Songwe

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

CHRONIQUE D'HISTOIRE FINANCIÈRE

Page 327 à 334

Une brève histoire de la comptabilité écologique



Harold Levrel, Antoine Missemer

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

FINANCE ET LITTÉRATURE

Page 335 à 342

Balzac et la tragédie des enclosures



Alain-Gérard Slama

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH

ARTICLES DIVERS

Page 345 à 368

Effets des infrastructures sur la réduction de la pauvreté dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale



Franck Mondesir Tsassa Mbouayila

RÉSUMÉ

CONSULTER

↓ TÉLÉCHARGER

ENGLISH